

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 573 / Avril 2019

L'ÉCONOMIE DE LA MARTINIQUE EN 2018 UNE ACTIVITÉ PEU DYNAMIQUE EN ATTENTE DE NOUVEAUX MOTEURS DE CROISSANCE

Comme l'année précédente, l'activité économique en Martinique en 2018 peine à trouver de véritables relais de croissance.

L'indicateur du climat des affaires (ICA) oscille autour de sa moyenne de longue période, n'indiquant pas de tendance claire concernant la croissance de l'activité. Son inhabituelle volatilité au cours de l'année semble traduire une hausse de l'incertitude économique. Cette dernière se reflète singulièrement dans les perspectives d'investissement des chefs d'entreprise qui sont, dans l'ensemble, en baisse en 2018. La faiblesse de la demande anticipée en 2019 semble cantonner les investissements au renouvellement des biens d'équipement au détriment de la hausse des capacités de production.

En revanche, malgré le regain d'inflation, la consommation des ménages est résiliente et les conditions sur le marché du travail s'améliorent.

Pour sa part, l'activité de financement est toujours dynamique et s'inscrit en soutien du cycle économique. Les encours de crédit aux entreprises et aux ménages sont bien orientés.

Au niveau sectoriel, le secteur du tourisme confirme en 2018 ses bons résultats de l'année précédente. L'activité dans le secteur agricole est en redressement, bien qu'elle ne soit pas encore tout à fait remise des événements climatiques de 2016 et 2017. En revanche, l'activité commerciale tourne au ralenti et le secteur secondaire est toujours en proie aux difficultés.

La consommation privée maintient l'activité

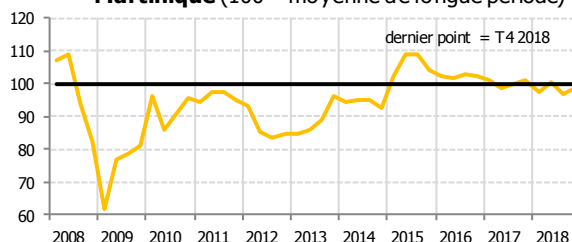
Le climat des affaires en légère détérioration

Fin 2018, l'ICA s'établit à 99,0 points (-1,0 pt en dessous de la moyenne de longue période). Ceci signifie que, selon les chefs d'entreprise interrogés, le climat des affaires se détériore, bien qu'à un rythme très faible. Surtout, l'ICA est particulièrement volatil en 2018, traduisant une hausse de l'incertitude économique. Les tensions dans les relations commerciales entre les principales économies mondiales, la volatilité du prix de l'énergie, les négociations du Brexit ou encore les débats concernant la législation fiscale nationale ont pu alimenter cette incertitude économique.

Enfin, si l'observation des chiffres de l'ICA en 2018 ne suggère aucune orientation claire, l'indicateur s'inscrit toutefois dans une tendance baissière depuis son point haut de 2015.

À l'instar de l'ICA, le solde d'opinion sur les prévisions d'investissement des chefs d'entreprise est inférieur en 2018 à l'année précédente et légèrement inférieure à sa moyenne de long terme. Le contexte d'incertitude économique et la faiblesse de la demande anticipée semblent contrarier les projets d'investissements des chefs d'entreprise. Le rebond des prévisions d'investissement au dernier trimestre de 2018 laisse toutefois quelque espoir d'un redressement de la confiance des entrepreneurs.

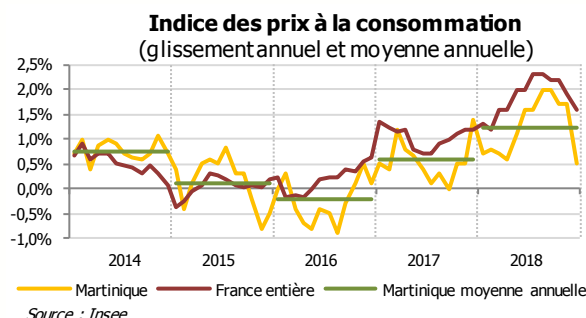
Indicateur du climat des affaires à la Martinique (100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Regain d'inflation

En moyenne annuelle, l'inflation s'élève à +1,2 % à la Martinique contre +1,8 % pour la France entière en 2018. Ce regain d'inflation est principalement porté par le dynamisme des prix de l'énergie (+5,7 %), la hausse du prix des services (+0,8 %) et celle des prix de l'alimentation (+1,2 %).



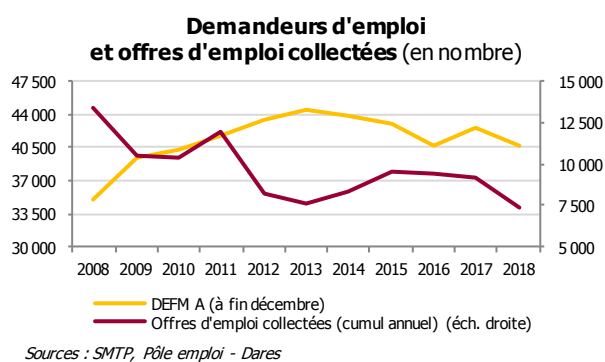
Baisse des demandes d'emploi

On compte 40 693 demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) à fin décembre 2018, soit une diminution de 4,6 % par rapport à l'année précédente. Après la dégradation de 2017, le marché du travail semble retrouver sa tendance baissière engagée depuis 2013. Cette amélioration profite essentiellement aux moins de 25 ans (-7,1 %) et aux 25-49 ans (-8,0 %), la catégorie des seniors (+50 ans) s'inscrivant quant à elle en hausse (+1,7 %).

Néanmoins, il convient de rester prudent quant à l'interprétation de ces évolutions compte tenu de la baisse continue de la population (-1,1 % sur un an) et de sa concentration au sein des moins de 25 ans (-3,4 % sur un an) et des personnes âgées de 25 à 49 ans (-3,6 %).

Toutes catégories confondues (ABCDE), le nombre de demandeurs d'emploi s'inscrit en baisse (-1,9 %). Parmi ces demandeurs, il convient de noter l'augmentation significative des DEFM de catégorie B et C -demandeurs tenus de rechercher un emploi ayant exercé une activité courte¹ - (+8,7 %).

Parallèlement, le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi diminue nettement sur l'année, tant au niveau des offres collectées (-20,4 %) que des offres satisfaites (-7,4 %).

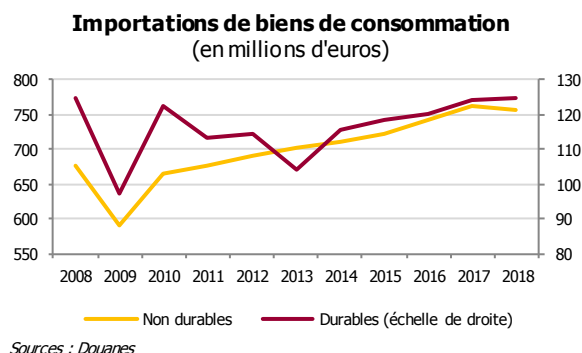


Une consommation des ménages résiliente ...

En 2018, la consommation des ménages semble résister à la stagnation générale de l'activité. Le marché automobile reste dynamique. Les ventes progressent de 5,3 % à fin 2018 après +2,7 % en 2017. Les immatriculations de véhicules de tourisme sont soutenues par le dynamisme des encours de crédit à la consommation (+7,7 %).

Dans le même temps, la croissance du chiffre d'affaires des hypermarchés se redresse (+1,7 % sur un an après -1,2 % à fin 2017). Si les importations de biens de consommation se contractent légèrement (-0,3 %), elles se maintiennent sensiblement au même niveau que les années précédentes.

Dans le même temps, la baisse de la demande d'emploi s'accompagne de la poursuite de la hausse de la masse salariale (cumul des rémunérations brutes des salariés) du secteur privé (+3,0 % en 2018, après 2,1 % en 2017)² qui permet de soutenir la consommation des ménages.



... mais l'investissement marque le pas

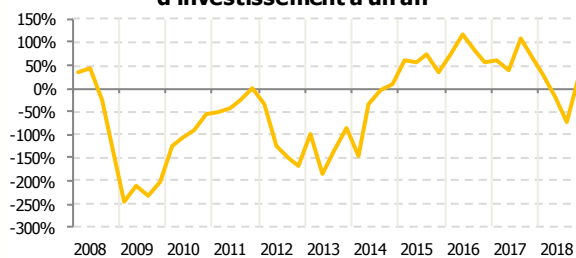
Après trois années dynamiques, l'investissement semble marquer le pas en 2018. Si certains secteurs maintiennent leurs intentions d'investir, ces intentions s'avèrent très limitées voir inexistantes au sein du secteur industriel (hors agroalimentaire), du tourisme et des services aux entreprises.

¹ L'activité courte est : de 78 heures au moins sur un mois pour les DEFM B et de plus de 78 heures sur un mois pour les DEFM C

² Les effectifs salariés progressent de 2,1 % sur la même période, contre +0,3 % en 2017

Les importations de biens d'investissement (-4,2 %) et les attestations de conformités électriques à destination des locaux commerciaux (-12,7 %) traduisent d'une certaine manière le recul de l'investissement des entreprises. Dans ce contexte, le dynamisme des encours de crédit d'investissement des entreprises (+9,9 %) reflète à la fois la hausse de la demande de financement liée à la diminution du coût du crédit, les efforts d'investissement des secteurs du BTP, du commerce et des industries agroalimentaires, ainsi que le renouvellement des flottes automobiles. Les immatriculations de véhicules utilitaires sont en forte progression (+6,8 % en 2018, après +3,7 % en 2017). Ces évolutions suggèrent cependant que les investissements se concentrent davantage sur le renouvellement de matériel plutôt que sur la modernisation et l'extension d'activité.

Solde d'opinion des prévisions d'investissement à un an



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

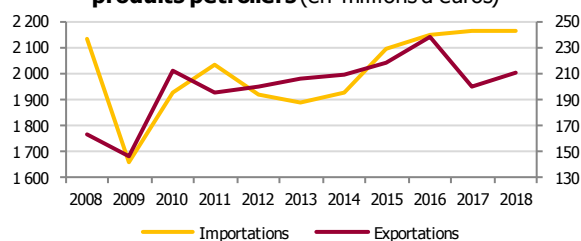
Hors produits pétroliers, hausse des exportations

Hors produits pétroliers, les importations de biens stagnent en 2018 (-0,2 %). Elles atteignent 2,2 milliards d'euros. Dans le détail, les importations de biens intermédiaires (+5,1 %) et de biens de consommation durables (+0,5 %) progressent tandis que les importations de biens non durables (-0,5 %) et de biens d'investissement (-4,2 %) reculent.

Les exportations hors produits pétroliers augmentent à 210,6 millions d'euros (+5,7 %), portées par les exportations de produits agricoles (+13,0 %), des biens de consommation non durables (+15,6 %) et dans une moindre mesure des biens de consommation durables (+10,4 %).

En incluant les produits pétroliers (+0,1 % pour les importations et -9,7 % pour les exportations), les importations stagnent en 2018 (-0,2 % à 2,7 milliards d'euros) et les exportations diminuent (-1,2 % à 355,6 millions d'euros).

Échanges extérieurs, hors services & hors produits pétroliers (en millions d'euros)



Source : Douanes

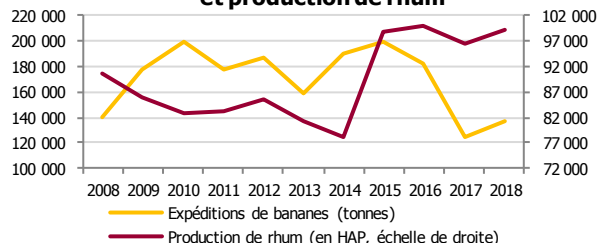
De bons résultats dans le tourisme

Les filières agricoles et agroalimentaires enregistrent des résultats mitigés

La filière agricole a été touchée successivement par la tempête Matthew en 2016 et par l'ouragan Maria en 2017. Ces phénomènes continuent d'affecter le rendement et le renouvellement des plantations.

En 2018, les exportations de bananes repartent à la hausse (+10,3 %) à 136 414 tonnes, sans atteindre toutefois les tonnages d'avant Matthew. De même, le secteur de la canne à sucre a subi les effets de ces événements climatiques. Le volume de cannes broyées diminue de 1,1 % pour atteindre 206 395 tonnes et la teneur en sucre de la canne est moins importante cette année (9,93 g pour 100 g de canne, contre 10,71 g en 2017). De ce fait, dans le secteur agroalimentaire, la production de sucre est encore en repli (-48,1 % après -15,1 % en 2017).

Expéditions de bananes et production de rhum



Sources : DAAF, CODERUM

La production de rhum, quant à elle, s'inscrit en hausse (+3,0 %) à 99 306 hectolitres d'alcool pur (HAP). Dans un contexte de baisse de la consommation locale (-12,3 % à 17 551 HAP), les producteurs devraient orienter cette production à l'export ou vers leurs stocks.

Au sein des filières d'élevage, la production de viande (hors volaille) demeure stable (-0,3 % après +0,1 % en 2017) à 2 173,4 tonnes. La contraction des abattages de viande bovine (-3,6 %) est compensée par la hausse des abattages de viande porcine (+2,2 %). La production de viande d'ovins et caprins (+0,1 %) reste inchangée.

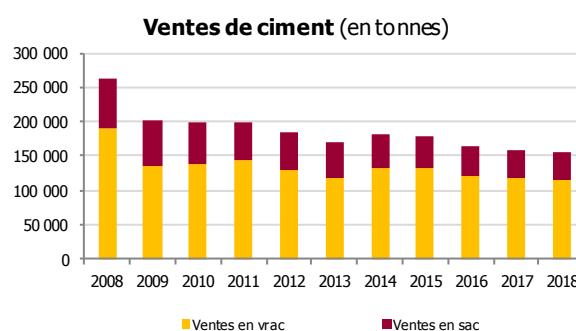
Des difficultés persistantes dans les secteurs du BTP et de l'industrie

La conjoncture du secteur secondaire semble durablement dégradée. Les indicateurs relatifs aux secteurs du BTP et de l'industrie témoignent d'un repli d'activité en 2018, en dépit du bon début d'année de ce dernier.

Les ventes de ciment se replient (-3,0 % à 154 027 tonnes) pour la quatrième année consécutive. Les ventes en vrac (généralement destinées aux chantiers d'envergure) reculent de 3,0 % à 113 493 tonnes. Les ventes en sacs (plutôt dédiées à la construction privée) diminuent dans les mêmes proportions, -2,8 %, à 40 534 tonnes.

Le secteur fait toujours face à l'absence de chantiers structurants et à la faiblesse de la commande tant publique que privée. En effet, malgré la hausse des attestations de conformité électrique pour les logements neufs (+35,4 %, Consuel), les importations d'éléments en métal pour la construction (-18,1 %) et les importations de carrelage (-6,1 %) s'inscrivent en baisse sur un an.

Dans le secteur industriel, les ventes de fioul, essentiellement destinées aux entreprises, reculent de 8,3 %. Les professionnels du secteur font preuve de résilience malgré un contexte difficile. Lors de l'enquête de conjoncture, ils déclarent avoir bénéficié d'un regain d'activité jusqu'au troisième trimestre, mais en fin d'année, ils affirment être de nouveau confrontés à des difficultés.



Source : Ciment antillais

L'activité commerciale ne décolle pas

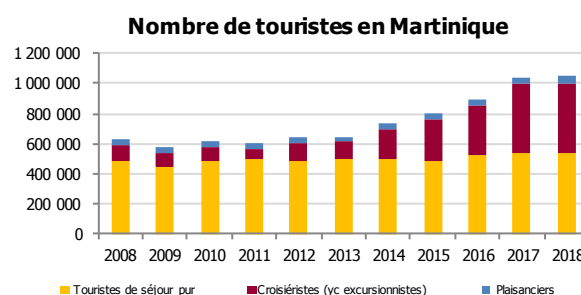
Les professionnels du secteur du commerce font encore part d'une activité peu dynamique en 2018. Selon l'enquête de conjoncture, les chefs d'entreprise du secteur ont fait face à une activité commerciale faible. Ils jugent n'être pas parvenus à tirer profit de la bonne tenue de la consommation des ménages et font part de l'instabilité de la demande qui ne favorise pas l'essor de l'activité commerciale. Ils déplorent également la dégradation de leur trésorerie et leurs difficultés à écouler leur stock.

Une nouvelle année record pour le tourisme

En 2018, selon le Comité Martiniquais du Tourisme (CMT), la Martinique a reçu 1 046 735 visiteurs (+0,5 %). Ce résultat vient consolider la performance réalisée en 2017. Si le nombre de croisiéristes a reculé en 2018 (-3,2 %), la fréquentation a bénéficié de l'accroissement des flux d'excursionnistes (+17,1 %) et de plaisanciers (+16,3 %). Le nombre de touristes de séjour demeure stable d'une année sur l'autre (+0,3 %).

Par ailleurs, le nombre de passagers à l'aéroport Aimé Césaire est également en progression (1 978 356 ; +1,6 %) en lien avec le développement des liaisons aériennes régionales et internationales.

Au sein de l'hôtellerie, selon Ziléa³, malgré une légère baisse, le taux d'occupation annuel moyen se maintient au-dessus de 60 % (60,1 % – soit -0,7 point par rapport à 2017). Le prix moyen par chambre reste, quant à lui, relativement stable (+0,3 %, proche de 100 € par nuitée) et le chiffre d'affaires global progresse de 2,0 % à 63,8 millions d'euros.



Source : Comité Martiniquais du Tourisme

L'activité financière toujours dynamique

L'activité de crédit reste bien orientée

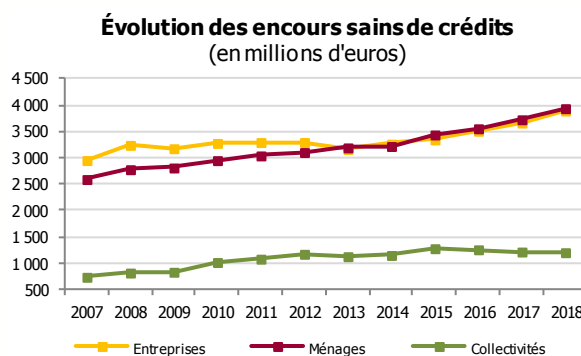
À fin décembre 2018, l'encours sain de crédits à la clientèle s'établit à 9,5 milliards d'euros, en hausse de +4,3 %. Les entreprises et les ménages contribuent positivement à cette hausse tandis que les encours des collectivités sont en baisse.

Côté entreprises, le financement reste dynamique. L'encours croît de 6,2 % en glissement annuel (après +4,4 % à fin décembre 2017), à 3,9 milliards d'euros, tiré par les crédits à l'investissement (+9,9 %) tandis que les crédits d'exploitation (+0,6 %) et les crédits immobiliers se stabilisent (+0,4 %).

³ Ziléa est un club de professionnels du tourisme qui regroupe 18 établissements (1 836 chambres), soit 54 % du nombre total de chambres de l'hôtellerie martiniquaise

Côté ménages, l'encours sain de crédits s'élève également à 3,9 milliards d'euros. Il augmente de 5,7 %, soit un rythme plus soutenu qu'un an auparavant (+4,8 %), en lien avec la croissance des crédits à la consommation (+7,7 %) et celle des crédits à l'habitat (+4,8 % après +3,7 %).

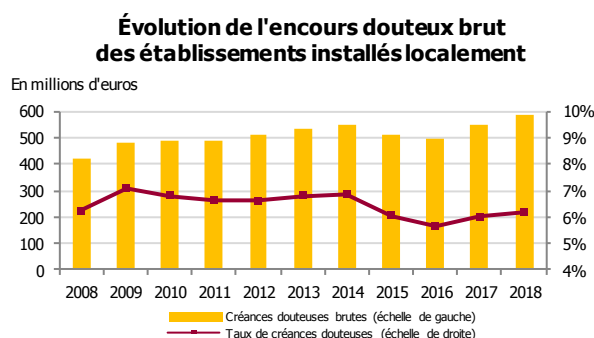
Enfin, l'encours sain de crédits octroyés aux collectivités locales recule, pour la troisième année consécutive, à 1,2 milliard d'euros (-1,0 %). En effet, les crédits d'investissement (-0,6 %) ne progressent plus et les crédits d'exploitation déjà à un faible niveau (26,4 millions contre 31,5 millions en 2017) continuent de diminuer (-16,3 %).



Le taux de créances douteuses reste mesuré

Les créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement s'élèvent à 584,3 millions d'euros à fin 2018 (+6,6 %) ; aussi, le taux de créances douteuses atteint 6,2 % (+0,2 point sur un an).

Au regard de la croissance des encours de crédit (+4,3 %) sur la période, le risque de crédit est stable et semble maîtrisé.



Les actifs financiers sont en hausse

Les avoirs financiers détenus par les agents économiques atteignent 8,1 milliards d'euros à fin décembre (+1,8 % sur un an). Les ménages concentrent l'essentiel des actifs financiers, avec 5,4 milliards d'euros (+1,3 %). Ils plébiscitent les dépôts à vue (+4,5 % après +10,8 % à fin décembre 2017). Cependant, les placements liquides ou à court terme (+1,0 %) et dans une moindre mesure l'épargne de long terme (-0,4 % après +2,4 % à fin décembre 2017) conservent leur attractivité. Ils restent largement supérieurs au dépôts à vue.

Les entreprises accroissent également leurs liquidités. Leurs avoirs financiers s'élèvent à 2,2 milliards d'euros (+3,0 %), tirés par la hausse des dépôts à vue (+6,6 %). En revanche, les placements liquides ou à court terme (-11,2 %) et l'épargne de long terme (-1,6 %) perdent en attractivité en lien avec les taux bas.

Perspectives pour l'année 2019

En 2018, l'évolution de l'activité économique en Martinique a semblé-t-il reposé sur les mêmes bases que l'année précédente : une consommation des ménages toujours résiliente soutenue par l'activité de crédit dans un contexte démographique pénalisant ; un secteur privé se limitant à des investissements de renouvellement d'équipement ; de bonnes perspectives pour le secteur du tourisme ; une contribution négative des administrations publiques tant en matière de consommation que d'investissement.

En 2019, les moteurs de la croissance martiniquaise ne devraient pas être fondamentalement différents. Cependant, certains aléas pourraient se matérialiser. Au titre des aléas négatifs : la hausse du prix de l'énergie, les dispositions fiscales de la loi de Finances 2019 ou encore la hausse des tarifs douaniers pourraient limiter la progression du pouvoir d'achat des ménages et affaiblir la consommation privée.

Au titre des aléas positifs, un nouveau cycle de croissance pourrait s'appuyer sur le développement des filières de l'économie verte ([voir Note presse n°478 – L'économie verte à la Martinique](#)) ou de l'économie bleue ([voir Note presse n°431 – l'économie bleue à la Martinique](#)). Le secteur du BTP ([voir Note presse n°521 – Le secteur du BTP en Martinique](#)) pourrait engager plus rapidement qu'attendu son adaptation aux nouveaux besoins du marché, en particulier dans le domaine de la rénovation et la réhabilitation de logement (construction parasismique et paracyclonique).

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : C. DORWLING-CARTER – Responsable de la rédaction : N. GOBALRAJA
Rédaction : M. ROVELA-MARTHELY
Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : avril 2019 – Dépôt légal : avril 2019 – ISSN en cours